

M. Fiamingo, a écrit sur « les raisons financières de l'amitié franco-italienne » un article¹ très court, mais d'une précision telle qu'il épuise la question. Nous nous contenterons d'en présenter un résumé, en le citant le plus souvent possible.

« Il y a peu de pays qui se trouvent, comme l'Italie, dans la condition absolue de se laisser imposer leur politique étrangère par leurs besoins financiers. » Etat nouvellement unifié, l'Italie n'a pas encore les capitaux nécessaires aux besoins de ses industries et de son commerce qui se développent, de son agriculture qui se perfectionne ; sa vie économique est donc dans la dépendance des capitaux étrangers dont elle ne peut se passer.

En 1887, l'influence de M. Crispi, quelques mois avant son arrivée au ministère, provoqua la dénonciation du traité de commerce avec la France ; l'exportation italienne perdit du coup l'un de ses meilleurs débouchés. En même temps, le cours du change montait à 116 et une crise monétaire très grave s'ensuivait : toute la monnaie d'argent italienne, reçue au pair en France, en vertu de l'Union latine, franchit les Alpes et vint s'entasser dans les caves de la Banque de France ; l'Italie ne garda que son papier et elle dut racheter, pour rendre possibles les transactions commerciales, toute sa monnaie divisionnaire, en supportant la

1. Dans la *Nouvelle Revue* du 15 mars 1902, p. 81-189. — Sur la même question on lira le livre très documenté de M. Edmond Théry : *Situation économique et financière de l'Italie* (Paris, Economiste européen, 1903, in-12). — En italien, le livre le plus complet est celui de M. Tito Canovai : *L'Italia presente*. — Sur l'essor économique de l'Italie, voyez encore : Paul Ghio, *Notes sur l'Italie contemporaine* (A. Colin, 1902, in-18).